

Soumis par : Susan Ellard

Mémoire sur la réforme électorale au Canada, en vue de la prochaine élection fédérale après 2015

J'aimerais remercier le gouvernement du Canada d'étudier la question de la réforme électorale, et surtout les députés dont le parti politique s'est engagé dans son programme préélectoral à veiller à ce que l'élection 2015 soit la dernière qui repose sur le scrutin majoritaire uninominal à un tour (SMUT). J'aimerais également remercier mon député local, Stephen Fuhr, d'avoir signé l'engagement de Représentation équitable au Canada à l'appui d'un système de représentation proportionnelle et d'avoir invité le député Mark Holland à tenir une séance de discussion publique locale dans la région de l'Okanagan au sujet de la réforme électorale. Cet événement a attiré un nombre raisonnable de participants, compte tenu du court préavis, et la majorité des participants ont exprimé des commentaires, ce qui était impressionnant. J'ai personnellement choisi de formuler mes commentaires par écrit, et je les sou mets avec gratitude et respect. Je souhaite féliciter le ministre Holland pour l'attitude attentive, respectueuse et professionnelle qu'il a démontrée tout au long de l'événement. J'ai été très favorablement impressionnée par mes concitoyens et par nos élus présents.

J'écris pour exprimer mon appui indéfectible envers un système de représentation proportionnelle (RP), que je souhaite voir mis en place avant la prochaine élection fédérale. Je ne suis personnellement pas attachée à un concept particulier de RP, et j'espère que nos élus tiendront pour acquis que la population soutient un changement vers la RP, puisque la plupart d'entre eux proviennent d'un parti politique qui a fait la promesse de mettre fin au SMUT. J'estime que le vote préférentiel (VP) n'est qu'une autre forme de SMUT.

La réforme électorale n'est pas un sujet qui soulèvera nécessairement les passions et attirera l'attention de la majorité de la population, mais je suis prête à parier que la plupart des Canadiens qui sont suffisamment passionnés par la réforme électorale pour étudier à fond la question seront insatisfaits du SMUT. En écoutant les commentaires exprimés par mes concitoyens canadiens dans le cadre de tribunes téléphoniques, comme Cross-Country Check-up, on constate qu'ils sont nombreux à demander un système plus proportionnel.

Je ne crois pas que ni le comité parlementaire ni le gouvernement devrait soumettre le choix d'un mode de scrutin à un référendum, parce qu'il s'agit d'un sujet complexe et que je préférerais voir qu'un choix d'une importance aussi vitale se fonde sur une recherche soignée et la consultation d'experts. Je crains qu'un référendum ne suscite beaucoup trop la participation des partisans et souvent pas assez celle de la majorité des citoyens, malheureusement pas la majorité de citoyens très bien renseignés. De plus, un référendum ne tient pas compte des préjugés bien ancrés, et ne fait rien pour compenser cette tendance, ce qui favorise le statu quo simplement parce que l'être humain a souvent tendance à éviter le changement ou l'inconnu. S'il devait y avoir un référendum sur la réforme électorale, je souhaiterais qu'il soit tenu plusieurs années plus tard, après que les Canadiens auront fait l'expérience d'un nouveau mode de scrutin et après qu'on leur aura présenté des données pertinentes et essentielles sur l'utilité ou non du nouveau système pour accroître la participation des électeurs, surtout ceux qui sont le moins bien représentés actuellement, tant comme électeurs que représentants

du gouvernement. Mais même alors, j'aimerais qu'un tel référendum soit conçu pour peaufiner le nouveau système, et non pour donner le choix de revenir au SMUT et à tous ses défauts.

En ce qui concerne le système de RP qui pourrait être adopté, j'aimerais que notre groupe d'experts gouvernementaux examine l'état de santé du taux de participation des citoyens aux élections, du leadership en matière de politique environnementale et de la stabilité économique dans les pays qui utilisent déjà un système de RP, puis qu'il choisisse parmi les modèles qui semblent les plus fructueux sur ces plans. Il serait peut-être utile de concevoir un système de notation en fonction de ce type des paramètres, puis de déterminer le pays dont le système de RP obtient la plus haute note et de choisir ce système pour l'adapter au Canada.

À la séance de discussions ouverte, une minorité de personnes a plaidé fortement en faveur d'un référendum sur cette question, et il semble que ce genre d'arguments vient souvent de membres ou de partisans de l'ancien député de longue date et de l'ancien gouvernement. Voilà, à mon avis, un bel exemple pour expliquer pourquoi il faut éviter les référendums : parce qu'ils peuvent favoriser la partisanerie et le populisme, ainsi que promouvoir la peur du changement. De plus, nous avons appris de la leçon tirée en Colombie-Britannique voilà des années sur la façon dont un gouvernement peut choisir le résultat qu'il souhaite, en fonction du seuil d'approbation qu'il établit, de même que sur l'utilité ou l'inutilité d'un référendum pour éduquer et soutenir une population bien informée. Personnellement, si je favorise tant la représentation proportionnelle, c'est d'abord et avant tout pour l'enjeu le plus important qui me préoccupe en tant que parent, chercheuse et fournisseuse de soins de santé : le changement climatique. Le changement climatique représente une énorme menace pour l'avenir de mes enfants, ainsi que pour la santé et la viabilité de la nature qui les entoure. Je me sens très privilégiée pour tout ce que j'ai pu vivre dans ce monde et je veux la même chose ou mieux pour les générations à venir. Les extinctions de masse sont à ce point une menace que nous risquons de laisser à nos enfants une planète biologiquement appauvrie et déséquilibrée, où même l'air pur, les aliments salubres et l'eau potable peuvent être difficiles à trouver. Notre pays lutte actuellement pour contrôler les coûts et les demandes en soins de santé. Le changement climatique ne viendra qu'empirer ces pressions en augmentant la pauvreté et les déplacements, en suscitant une flambée des niveaux d'anxiété et de dépression, en diminuant la sécurité agricole et la salubrité alimentaire, en entraînant des conditions météorologiques extrêmes, en créant des pertes massives de maisons ou de quartiers plus fréquentes et en favorisant l'apparition des vecteurs de maladies infectieuses à des latitudes impensables auparavant. Selon ma compréhension des choses, les pays ayant adopté la RP présentent manifestement une meilleure performance environnementale et de meilleurs politiques sur plusieurs plans. La prise de mesures efficaces pour assurer la protection à long terme de notre environnement peut être impopulaire du point de vue politique, et un gouvernement moins porté sur les déclarations et les campagnes populistes servira mieux notre pays.

Pour approfondir davantage ce sujet particulier de première importance à mes yeux, j'aimerais ajouter que la science du climat fait ressortir très clairement l'énorme péril que court la population de notre planète et toutes ses biosphères à cause de notre mode de vie actuel. Pourtant, malgré la quasi-unanimité de l'opinion scientifique sur la question (ce qui est extrêmement rare), ceux qui ont un réel intérêt à appuyer une économie fondée sur les carburants fossiles ont réussi pendant des décennies à semer la confusion devant la grave menace à laquelle nous sommes confrontés, devant son

imminence, ainsi que l'unanimité et la solidité des avis et des preuves scientifiques. Je crois que cet obscurantisme a été possible en très grande partie parce que la voix des sociétés et des personnes riches, très bien nanties et jouissant de bonnes relations résonne beaucoup plus fort que ce qui serait juste, intelligent ou proportionnel dans les processus décisionnels du gouvernement. De plus, ces voix peuvent dominer la couverture médiatique, ce qui leur permet aussi de façonner l'issue électorale. Je crois que de nombreux électeurs au Canada préconisent des mesures urgentes face au changement climatique, mais la plupart de nous n'ont pourtant aucun moyen efficace d'élire des représentants d'un parti qui prend cette question très au sérieux et qui agira en fonction des données scientifiques non filtrées. Même les partis qui forment un gouvernement majoritaire solide sont parfois si préoccupés de conserver le pouvoir qu'ils ne sont pas prêts à prendre des décisions impopulaires, même s'ils croient fermement en l'importance de protéger l'environnement. Un gouvernement élu par la RP a de meilleures chances de donner à ces partis et à leurs membres une plus grande couverture politique pour faire ce qui est juste et responsable.

Je sais pertinemment que je n'ai pas pu donner mon propre vote au parti que je juge le mieux informé sur cette question des plus cruciales à la dernière élection. Au lieu de cela, j'ai été obligée de voter stratégiquement par peur. Voter par crainte du pire parti n'inspire pas les citoyens à avoir foi et confiance en leur gouvernement, peu importe qui gagne à la fin. Je ne crois pas que l'adoption d'un système de RP soit la seule chose à faire pour corriger le déséquilibre des processus décisionnels et pour élire un gouvernement bien informé et consciencieux pour nous représenter, mais je crains que nous ne parvenions jamais à nos buts sans changer notre système électoral pour un système proportionnel. La majorité des Canadiens accordent une très grande valeur à l'environnement naturel et estiment que les milieux naturels et endroits merveilleux du Canada nous aident à nous définir; pourtant, nous sommes pris dans un système électoral qui étouffe constamment toute mesure pour protéger cet environnement, en assujettissant notre préoccupation absolue à des questions et distractions financières.

La seconde raison qui me pousse à appuyer fermement la représentation proportionnelle est de voir toutes ces données probantes qui donnent à penser qu'elle pourrait réduire le désengagement de nombreux électeurs et candidats potentiels canadiens attribuable à notre SMUT non représentatif actuel. Je comprends de mes lectures que les systèmes proportionnels sont susceptibles d'accroître le pourcentage des électeurs en augmentant leur participation au processus électoral. Selon ce que j'en comprends, les systèmes de RP sont plus susceptibles d'amener les minorités (dont les membres des communautés de Premières Nations et les migrants) et les femmes à prendre part au gouvernement et aux élections, ce qui est une très bonne chose, à mon avis. Je crois qu'un système de RP permettra l'élection de gouvernements plus stables, donc l'élaboration de politiques plus stables et favorisant une vision à plus long terme, laissant ainsi moins de place aux soudains revirements de politiques entre régimes, qui entraînent assurément d'énormes coûts et du gaspillage. Je comprends qu'un système de RP est moins sujet à la manipulation des limites électorales à des fins partisanses — il laisse plus de place au bien collectif et permet d'éviter le gaspillage et les coûts.

Certains des agissements non démocratiques du dernier gouvernement ont semé en moi et en de nombreux Canadiens un doute certain quant à la possibilité que la majorité serve à réprimer progressivement les institutions et traditions les plus démocratiques et à nuire pour de bon à l'équité et à la représentation. Proroger le Parlement, couper court aux débats, s'ingérer dans les procédures de nomination judiciaire, agrandir les rangs

des députés, détruire les documents de recherche scientifique et fermer les bibliothèques scientifiques, redéfinir les systèmes de contribution à la recherche scientifique pour que celle-ci soit tributaire des intérêts commerciaux, faire un usage abusif des fonds publics pour nourrir une propagande et des annonces publicitaires, ainsi que museler et congédier les critiques, chercheurs ou organismes publics ne sont que quelques exemples de mesures prises unilatéralement qui ont franchement consterné de nombreux Canadiens, dont moi-même. Même si les actes de l'actuel gouvernement majoritaire sont plus acceptables à mes yeux, je crois toujours aussi fermement que le Canada devrait saisir l'occasion de se doter d'un système qui nous préserve mieux contre les instincts des prochains chefs et de leur parti, de vouloir tout changer du jour au lendemain, motivés par la partisanerie plutôt que par les intérêts du pays. Un gouvernement élu par un système de RP risque moins de dresser des obstacles en fonction de ses propres intérêts et de son pouvoir sans contrainte.

J'aimerais qu'on favorise l'éducation civique dans les écoles secondaires et j'aimerais qu'on permette aux personnes de 16 ans et plus de voter. Je pense que le fait de voter aux élections, surtout sous un système de RP, viendrait semer une meilleure connaissance et un plus grand engagement dans l'esprit des jeunes, si leurs expériences éducatives sont complétées par la possibilité de mettre en pratiques ce qu'ils ont appris. Nous nous plaignons de la démobilitation de nos jeunes, mais nous continuons à les infantiliser en les excluant depuis trop longtemps de la participation dans notre démocratie. Ce sont nos enfants qui risquent le plus de subir les conséquences de nos mauvaises décisions à courte vue, le meilleur exemple étant notre réaction face au changement climatique; voilà pourquoi nos enfants méritent de se faire entendre au sein de notre système électoral. Peut-être que si nous respections suffisamment nos enfants pour leur permettre de voter, nous donnerions plus facilement la priorité au financement de notre système éducatif, nous parlerions davantage avec nos enfants des questions préoccupantes et nous serions nous-mêmes plus enclins à adopter une vision à long terme au moment de discuter des programmes de parti avant l'élection.

La dernière grande raison de mon appui envers la RP est la très laide et néfaste partisanerie qui découle des systèmes électoraux comme le SMUT. Nous n'avons qu'à regarder ce qui se passe chez nos voisins du Sud, les États-Unis, pour voir à quel point les choses peuvent dérailler lorsque la partisanerie se mélange aux distorsions et à l'amplification des médias sociaux ou qu'un grand média national ne reflète pas la diversité des opinions ni la réalité de la situation. Nous avons d'importants monopoles médiatiques au Canada, et très peu de médias d'information offrant des opinions ou commentaires indépendants, et la plupart des journalistes doivent se ranger derrière des intérêts commerciaux, conformément au modèle de financement actuel des entreprises médiatiques. Même si je ne suis pas une grande consommatrice de médias sociaux, ce que j'y lis me donne à penser qu'il existe une pénétration médiatique semblable liée aux algorithmes de Facebook et d'autres forums d'influence sur les médias sociaux. Un gouvernement qui reflète un plus grand segment de la population canadienne sera naturellement moins enclin à investir ou à conspirer dans des stratégies de communication biaisées, manipulatrices et d'une partisanerie extrême, et moins enclin à vouloir truquer le système et à donner un seul côté de la médaille. Cela ne peut qu'être bénéfique pour notre démocratie, notre santé mentale collective et notre civilité. Je souhaiterais que nous élisions des députés qui savent qu'ils devront travailler ensemble dans le respect. Un système hautement partisan n'est qu'une autre façon d'étouffer la capacité et l'intérêt des femmes et des minorités de se présenter aux élections. Un

système proportionnel moins partisan engendrera un gouvernement qui rassemble la population qu'il a comme devoir de servir, qui la tisse plus serré et qui la représente vraiment.

Pour terminer, je réitère mes remerciements aux représentants de notre pays qui investissent beaucoup d'efforts, avec sincérité et impartialité espérons-le, pour étudier cette question et proposer un mode de scrutin plus inclusif, attrayant et équitable qui doit, à mon avis, favoriser la représentation proportionnelle, afin de permettra au Canada d'être une démocratie améliorée et plus stable. En résumé, un système de RP est essentiel pour que notre pays se comporte comme il se doit sur la scène mondiale en ce qui concerne l'intendance environnementale, et il permettra d'accroître l'engagement et la participation d'un groupe plus diversifié et inclusif d'électeurs. Le Canada est un phare pour beaucoup de pays dans le monde, et de nombreuses façons, mais notre système électoral actuel risque de mettre trop de pouvoir dans trop peu de mains et de donner un gouvernement qui représente trop peu de Canadiens. Nous pouvons exceller en offrant une plus forte voix à tous nos citoyens et plus d'espoir que cette voix sera réellement entendue et respectée.

SOMMAIRE DES RECOMMANDATIONS

- 1) S'engager envers un système de RP, et non simplement un remplacement au SMUT.
- 2) Concevoir un système de notation pour évaluer les taux de participation des citoyens envers les enjeux électoraux, le leadership responsable de la protection de l'environnement et l'état de santé de l'activité économique. Appliquer ce système de notation à certains pays qui disposent d'un système de RP. Choisir un système de RP à mettre à l'essai lors de la prochaine élection fédérale, selon celui qui a obtenu la meilleure note et le résultat d'un vote des membres du Comité, après tout examen nécessaire des questions pratiques de l'application de ces systèmes étrangers efficaces au contexte canadien. Consulter des experts, au besoin.
- 3) Éviter de soumettre le système de RP choisi à un référendum, à moins de le tenir après un certain nombre d'élections fédérales (peut-être 3 ou 4) et seulement pour peaufiner le nouveau système, et non revenir au modèle de SMUT. Recueillir des données sur certains facteurs, comme les taux de participation en général et par groupes d'âge, minorités ou sous-groupes d'intérêt (chez qui nous voulons encourager une plus grande représentation et participation), tant chez ceux qui votent que ceux qui se présentent comme candidats. Effectuer une collecte proactive des données sur la politique environnementale avant et après la réforme électorale, ainsi que sur toute question d'intérêt convenue par les membres du Comité. Envisager de mettre sur pied un comité permanent pour étudier et réviser le système choisi, en consultation avec le ministre compétent responsable de la réforme démocratique ou des systèmes démocratiques.
- 4) Abaisser l'âge de vote aux élections fédérales à 16 ans. Soutenir les gouvernements provinciaux et les parents à fournir aux élèves des niveaux primaires avancés et secondaires du matériel éducatif pertinent. Soutenir Élections Canada à encourager et à sensibiliser les Canadiens à participer en général.

RÉFÉRENCES

Site Web de Représentation équitable au Canada et documents en général, dont : <http://www.fairvote.ca/wp-content/uploads/2016/07/WhyPR-ReviewofEvidence-UpdatedJuly2016-1.pdf> [EN ANGLAIS SEULEMENT].

Pilon, Dennis. (2007). *The Politics of Voting: Reforming Canada's Electoral System*, Toronto: Emond Montgomery.

Boyd, David R. *The Right to a Healthy Environment*, UBC Press, 2012.

Cours sur le changement climatique et cours connexes par l'entremise de Coursera :
Climate Literacy, donné par l'Université de la Colombie-Britannique;
Climate Change in Four Dimensions, donné par l'Université de la Californie, San Diego;
Designing Cities, donné par l'Université de la Pennsylvanie;
Energy and the Environment, donné par l'Université de la Pennsylvanie;
Climate Change, donné par l'Université de Melbourne;
Greening the Economy: Lessons from Scandinavia, donné par l'Université de Lund.